GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1876 — **ROMA** — MARTEDI' 11 GENNAIO — **NUM. 7**

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA . . . . . . L.	9	17	32
	Per tutto il Regno „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via dei Lucchesi, n° 4; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Num. **2875** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. È approvata la Convenzione sottoscritta il 20 maggio 1875 in Parigi dai Rappresentanti dell'Italia, dell'Alemagna, dell'Argentina, dell'Austria-Ungheria, del Belgio, del Brasile, della Danimarca, della Francia, del Perù, del Portogallo, della Russia, della Spagna, degli Stati Uniti dell'America Settentrionale, della Svezia e Norvegia, della Svizzera, della Turchia e del Venezuela, per la unificazione internazionale e per il perfezionamento del sistema metrico.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 dicembre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione essendo stata conchiusa tra l'Italia, l'Austria-Ungheria, il Belgio, il Brasile, la Confederazione Argentina, la Danimarca, la Francia, la Germania, la Repubblica del Perù, il Portogallo, la Russia, la Spagna, gli Stati Uniti d'America, Svezia e Norvegia, la Confederazione Svizzera, la Turchia e la Repubblica di Venezuela, all'oggetto di assicurare l'unificazione ed il perfezionamento del sistema metrico; e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Parigi addì venti maggio del corrente anno milleottocento settantacinque;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Son Excellence le Président de la Confédération Argentine, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté le Roi d'Espagne, Son Excellence le Président des Etats-Unis d'Amérique, Son Excellence le Président de la République Française, Son Excellence le Président de la République du Pérou, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, Son Excellence le Président de la Confédération Suisse, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Excellence le Président de la République de Vénézuéla,

désirant assurer l'unification internationale et le perfectionnement du système métrique, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Chevalier Constantin Nigra, Chevalier Grand' Croix de ses Ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, S. A. le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürts, Grand' Croix de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse et de l'Ordre de Saint-Hubert de Bavière, etc. etc. etc., son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, S. Exc. M. le Comte Apponyi, son Chambellan actuel et Conseiller intime, Chevalier de la Toison d'Or, Grand' Croix de l'Ordre Royal de Saint-Etienne de Hongrie et de l'Ordre Impérial de Léopold, etc. etc. etc., son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Baron Beyens, Grand Officier de son Ordre de Léopold, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil, M. Marcos-Antonio d'Araujo, Vicomte d'Itajubà, Grand de l'Empire, Membre du Conseil de Sa Majesté, Commandeur de son Ordre du Christ, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Son Excellence le Président de la Confédération Argentine, M. Balcarce, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Argentine à Paris;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. le Comte de Moltke-Hvitfeldt, Grand' Croix de l'Ordre du Dannebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre, Grand Officier de la Légion d'honneur,

etc. etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, S. Exc. Don Mariano Roca de Togores, Marquis de Molins, Vicomte de Rocamora, Grand d'Espagne de première classe, Chevalier de l'Ordre insigne de la Toison d'Or, Grand'Croix de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., Directeur de l'Académie royale Espagnole, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris,

Et M. le Général Ibanez, Grand' Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, etc. etc. etc., Directeur général de l'Institut géographique et statistique d'Espagne, Membre de l'Académie des Sciences;

Son Excellence le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Elihu Benjamin Washburne, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiarie des Etats-Unis à Paris;

Son Excellence le Président de la République Française, M. le Duc Decazes, député à l'Assemblée Nationale, Commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., Ministre des Affaires Etrangères,

M. le Vicomte de Meaux, député à l'Assemblée Nationale, Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Et M. Dumas, Secrétaire perpétuel de l'Académie, Grand'Croix de l'Ordre de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Son Excellence le Président de la République du Pérou, M. Pedro Galvez, Envoyé extraordinairé et Ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris,

Et M. Francisco de Rivero, ancien Envoyé extraordinarie et Ministre plénipotentiaire du Pérou;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. José da Silva Mendes Leal, Pair du Royaume, Grand'Croix de l'Ordre de Saint-Jacques, Chevalier de l'Ordre de la Tour et l'Epée du Portugal, etc. etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiarie à Paris;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. Grégoire Okouneff, Chevalier des Ordres de Russie de S^te^-Anne de 1re classe, de S^t^-Stanislas de 1re classe, de S^t^-Wladimir de 3me classe, Commandeur de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., Conseiller d'Etat actuel, Conseiller de l'Ambassade de Russie à Paris;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, M. le Baron Adelswärd, Grand'Croix des Ordres de l'Etoile Polaire de Suède et de S^t^-Olaf de Norvége, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Son Excellence le Président de la Confédération Suisse, M. Jean Conrad Kern, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Paris;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Husny-bey, Lieutenant-Colonel d'Etat Major, décoré de la 4e classe de l'Ordre impérial de l'Osmanié, de la 5e classe de l'Ordre du Medjidié, Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.,

Et Son Excellence le Président de la République de Vénézuéla, M. le Docteur Eliseo Acosta.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes:

Art. 1er. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et entretenir à frais communs un Bureau international des poids et mesures, scientifique et permanent, dont le siège est à Paris.

Art. 2. Le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'acquisition ou, s'il y a lieu, la construction d'un bâtiment spécialement affecté à cette destination, dans les conditions déterminées par le réglement annexé à la présente Convention.

Art. 3. Le Bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusive d'un Comité international des poids et mesures, placé lui-même sous l'autorité d'une Conférence générale des poids et mesures formée de délégués de tous les Gouvernements contractants.

Art. 4. La présidence de la Conférence générale des poids et mesures est attribuée au président en exercice de l'Académie des sciences de Paris.

Art. 5. L'organisation du Bureau, ainsi que la composition et les attributions du Comité international et de la Conférence générale des poids et mesures sont déterminées par le réglement annexé à la présente Convention.

Art. 6. Le Bureau international des poids et mesures est chargé:

1° De toutes le comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme;

2° De la conservation des prototypes internationaux;

3° Des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que de celles des thermomètres étalons;

4° De la comparaison des noveaux prototypes avec les étalons fondamentaux des poids et mesures non métriques employés dans les différents pays et dans les sciences;

5° De l'étalonnage et de la comparaison des règles géodésiques;

6° De la comparaison des étalons et échelles de précision dont la vérification serait demandée, soit par des Gouvernements, soit par des sociétés savantes, soit même par des artistes et des savants.

Art. 7. Le personnel du Bureau se composera d'un directeur, de deux adjoints et du nombre d'employés nécessaire.

A partir de l'époque où les comparaisons des nouveaux prototypes auront été effectuées et où ces prototypes auront été répartis entre les divers Etats, le personnel du Bureau sera réduit dans la proportion jugée convenable.

Les nominations du personnel du Bureau seront notifiées par le Comité international aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Art. 8. Les prototypes internationaux du mètre et du kilogramme, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le Bureau; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au Comité international.

Art. 9. Tous les frais d'établissement et d'installation du Bureau international des poids et mesures, ainsi que les dépenses annuelles d'entretien et celles du Comité, seront couverts par des contributions des Etats contractants, établies d'après une échelle basée sur leur population actuelle.

Art. 10. Les sommes représentant la part contributive de chacun des Etats contractants seront versées, au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères de France, à la caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur du Bureau.

Art. 11. Les Gouvernements qui useraient de la faculté réservée à tout Etat d'accéder à la présente Convention, seront tenus d'acquitter une contribution dont le montant sera déterminé par le Comité sur les bases établies à l'article 9, et qui sera affectée à l'amélioration du matériel scientifique du Bureau.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente Convention, toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 13. A l'expiration d'un terme de douze années, la présente Convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement qui userait de la faculté d'en faire cesser les effets en ce qui le concerne, sera tenu de notifier son intention une année d'avance et renoncera par ce fait à tous droits de copropriété sur les prototypes internationaux et sur le Bureau.

Art. 14. La présente Convention sera ratifiée suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque Etat; les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois ou plus tôt si faire se peut. Elle sera mise à exécution à partir du 1er janvier 1876.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 20 mai 1875.

Nigra — Hohenlohe — Apponyi — Beyens — Vicomte d'Itajubà — M. Balcarce — Moltke-Hvitfeldt — Marquis de Molins — Carlo Ibanez — E. B. Washburne — Decazes — C. de Meaux — Dumas — P. Galvez — Franc. de Rivero — José da Silva Mendes Leal — Okouneff — *Pour M. le baron* **Adelswärd** *empêché:* **H. Akerman — Kern — Husny — E. Acosta.**

Annexe N. 1.

Réglement.

Art. 1. Le Bureau international des poids et mesures sera établi dans un bâtiment spécial présentant toutes les garanties nécessaires de tranquillité et de stabilité.

Il comprendra, outre le local approprié au dépôt des prototypes, des salles pour l'installation des comparateurs et des balances, un laboratoire, une bibliothèque, une salle d'archives, des cabinets de travail pour les fonctionnaires et des logements pour le personnel de garde et de service.

Art. 2. Le Comité international est chargé de l'acquisition et de l'appropriation de ce bâtiment, ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné.

Dans le cas où le Comité ne trouverait pas à acquérir un bâtiment convenable, il en sera construit un sous sa direction et sur ses plans.

Art. 3. Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître le Bureau comme établissement d'utilité publique.

Art. 4. Le Comité international fera exécuter les instruments nécessaires, tels que comparateurs pour les étalons à traits et à bouts, appareils pour les déterminations des dilatations absolues, balances pour les pesées dans l'air et dans le vide, comparateurs pour les règles géodésiques, etc.

Art. 5. Les frais d'acquisition ou de construction du bâtiment et les dépenses d'installation et d'achat des instruments et appareils ne pourront dépasser ensemble la somme de 400,000 francs.

Art. 6. Le budget des dépenses annuelles est évalué ainsi qu'il suit:

A) Pour la première période de la confection et de la comparaison des nouveaux prototypes:

	Francs
a) Traitement du directeur	15,000
Traitement de deux adjoints, à 6000 francs	12,000
Traitement de quatre aides, à 3000 francs	12,000
Appointements d'un mécanicien-concierge	3,000
Gages de deux garçons de bureau, à 1500 francs	3,000
Total des traitements	45,000
b) Indemnités pour les savants et les artistes qui, sur la demande du Comité, seraient chargés de travaux spéciaux. Entretien du bâtiment, achat et réparation d'appareils, chauffage, éclairage, frais de bureau	24,000
c) Indemnité pour le secrétaire du Comité international des poids et mesures	6,000
Total	75,000

Le budget annuel du Bureau pourra être modifié, suivant les besoins, par le Comité international, sur la proposition du directeur, mais sans pouvoir dépasser la somme de 100,000 francs.

Toute modification que le Comité croirait devoir apporter, dans ces limites, au budget annuel fixé par le présent réglement, sera portée à la connaissance des Gouvernements contractants.

Le Comité pourra autoriser le directeur, sur sa demande, à opérer des virements d'un chapitre à l'autre du budget qui lui est alloué:

B) Pour la période postérieure à la distribution des prototypes:

	Francs
a) Traitement du directeur	15,000
Traitement d'un adjoint	6,000
Appointements d'un mécanicien-concierge	3,000
Gages d'un garçon de bureau	1,500
	25,500
b) Dépenses du bureau	18,500
Indemnité pour le secrétaire du Comité international	6,000
Total	50,000

Art. 7. La Conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la Convention, se réunira à Paris sur la convocation du Comité international au moins une fois tous les six ans.

Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du système métrique ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le rapport du Comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international.

Les votes, au sein de la Conférence générale, ont lieu par Etats; chaque Etat a droit à une voix.

Les membres du Comité international siégent de droit dans les réunions de la Conférence; ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements.

Art. 8. Le Comité international, mentionné à l'article 3 de la Convention, sera composé de quatorze membres appartenant tous à des Etats différents.

Il sera formé, pour la première fois, de douze membres de l'ancien Comité permanent de la Commission internationale de 1872 et des deux délégués qui, lors de la nomination de ce Comité permanent, avaient obtenu le plus grand nombre de suffrages après les membres élus.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacance, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants seront rééligibles.

Art. 9. Le Comité international dirige les travaux concernant la vérification des nouveaux prototypes, et en général tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes internationaux.

Art. 10. Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations seront notifiées aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secrétaire du Comité et le directeur du Bureau doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres en auront été avertis par le Bureau du Comité.

Art. 11. Jusqu'à l'époque où les nouveaux prototypes seront ter-

minés et distribués le Comité se réunira au moins une fois par an; après cette époque, ses réunions seront au moins bisannuelles.

Art. 12. Les votes du Comité ont lieu à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié plus un des membres qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Art. 13. Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.

Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis.

Art. 14. Le Comité international des poids et mesures remplit provisoirement les vacances qui pourraient se produire dans son sein; ces élections se font par correspondance, chacun des membres étant appelé à y prendre part.

Art. 15. Le Comité international élaborera un réglement détaillé pour l'organisation et les travaux du Bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus à l'article 6 de la Convention.

Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du Bureau.

Art. 16. Toutes le communications du Comité international avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes auront lieu par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Paris.

Pour toutes les affaires dont la solution appartiendra à une administration française, le Comité aura recours au Ministère des affaires étrangères de France.

Art. 17. Le directeur du Bureau ainsi que les adjoints sont nommés au scrutin secret par le Comité international.

Les employés sont nommés par le directur.

Le directeur a voix délibérative au sein du Comité.

Art. 18. Le directeur du Bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux du mètre et du kilogramme qu'en vertu d'une résolution du Comité et en présence de deux de ses membres.

Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clefs, dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la seconde dans celle du président du Comité, et la troisième dans celle du directeur du Bureau.

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaison du Bureau.

Art. 19. Le directeur du Bureau adressera, chaque année, au Comité: 1° Un rapport financier sur les comptes de l'exercice précédent, dont il lui sera, après vérification, donné décharge; 2° Un rapport sur l'état du matériel; 3° Un rapport général sus les travaux accomplis dans le cours de l'année écoulée.

Le Comité international adressera, de son côté, à tous les Gouvernements des Hautes Parties contractantes un rapport annuel sur l'ensemble de ses opérations scientifiques, techniques et administratives et de celles du Bureau.

Le président du Comité rendra compte à la Conférence générale des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière session.

Les rapports et publications du Comité et du Bureau seront rédigés en langue française. Ils seront imprimés et communiqués aux Gouverments des Hautes Parties contractantes.

Art. 20. L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la Convention, sera établie ainsi qu'il suit:

Le chiffre de la population, exprimé en millions, sera multiplié:

Par le coefficient 3 pour le Etats dans lesquels le système métrique est obligatoire;

Par le coefficient 2 pour ceux dans lesquels il n'est que facultatif;

Par le coefficient 1 pour les autres Etats.

La somme des produits ainsi obtenus fornira le nombre d'unités par lequel la dépense totale devra être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Art. 21. Les frais de confection des prototypes internationaux, ainsi que des étalons et témoins destinés à les accompagner, seront supportés par les Hautes Parties contractantes d'après l'échelle établie à l'article précédent.

Les frais de comparaison et de vérification des étalons demandés par des Etats qui ne participeraient pas à la présente Convention, seront réglés par le Comité conformément aux taxes fixées en vertu de l'article 15 du réglement.

Art. 22. Le présent réglement aura même force et valeur que la Convention à laquelle il est annexé.

Nigra — Hohenlohe — Apponyi — Beyens — Vicomte d'Itajubà — M. Balcarce — Moltke-Hvitfeldt — Marquis de Molins — Carlo Ibanez — E. B. Washburne — Decazes — C. de Meaux — Dumas — P. Galvez — Franc. de Rivero — José da Silva Mendes Leal — Okouneff — *Pour M. le baron* **Adelswärd** *empêché*: **H. Akerman — Kern — Husny — E. Acosta.**

Annexe N. 2.

Dispositions transitoires.

Art. 1. Tous les Etats qui étaient représentés à la Commission internationale du mètre réunie à Paris en 1872, qu'ils soient ou non Parties contractantes à la présente Convention, recevront les prototypes qu'ils auront commandés, et qui leur seront livrés dans toutes les conditions de garantie déterminées par ladite Convention internationale.

Art. 2. La première réunion de la Conférence générale des poids et des mesures mentionnée à l'article 3 de la Convention, aura notamment pour objet de sanctionner ces noveaux prototypes et de les répartir entre les Etats qui en auront fait la demande.

En conséquence, les délégués de tous les Gouvernements qui étaient représentés à la Commission internationale de 1872, ainsi que les membres de la section française, feront de droit partie de cette première réunion pour concourrir à la sanction des prototypes.

Art. 3. Le Comité international mentionné à l'article 3 de la Convention, et composé comme il est dit à l'article 8 du réglement, est chargé de recevoir et de comparer entre eux les nouveaux prototypes, d'après les décisions scientifiques de la Commission internationale de 1872 et de son Comité permanent, sous réserve des modifications que l'expérience pourrait suggérer dans l'avenir.

Art. 4. La section française de la Commission internationale de 1872 reste chargée des travaux qui lui ont été confiés pour la construction des nouveaux prototypes, avec le concours du Comité international.

Art. 5. Les frais de fabrication des étalons métriques construits par la section française seront remboursés par les Gouvernements intéressés, d'après le prix de revient par unité qui sera déterminé par ladite section.

Art. 6. Le Comité international est autorisé à se constituer immédiatement et à faire toutes les études préparatoires nécessaires pour la mise à exécution de la Convention, sans engager aucune dépense avant l'échange des ratifications de ladite Convention.

Nigra — Hohenlohe — Apponyi — Beyens — Vicomte d'Itajubà — M. Balcarce — Moltke-Hvitfeldt — Marquis de Molins — Carlo Ibanez — E. B. Washburne — Decazes — C. de Meaux — Dumas — P. Galvez — Franc. de Rivero — José da Silva Mendes Leal — Okouneff — *Pour M. le baron* **Adelswärd** *empêché*: **H. Akerman — Kern — Husny — E. Acosta.**

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, seguita da un regolamento e da disposizioni transitorie, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale Sigillo.

Date a Roma addì nove del mese di dicembre, l'anno del Signore milleottocentosettantacinque, vigesimosettimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Veduto il messaggio in data del 30 scorso dicembre, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei deputati notificò essere vacante il Collegio di Pescia n. 210;

Veduto l'articolo 63 della legge per le elezioni politiche 17 dicembre 1860, n. 4513;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Pescia num. 210 è convocato pel giorno 30 del corrente mese affinchè proceda alla elezione del proprio deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 6 del prossimo febbraio.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 gennaio 1876.

VITTORIO EMANUELE.

G. CANTELLI.

Il Num. **2868** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la legge in data 19 luglio 1871, n. 349 (Serie 2ª);

Vista la legge in data 7 giugno 1875, n. 2532 (Serie 2ª);

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della Guerra,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. La somma che i volontari di un anno devono pagare alla Cassa militare nell'assumere l'arruolamento, giusta l'articolo 6 della precitata legge 7 giugno 1875, n. 2532 (Serie 2ª), è stabilita per l'anno 1876 in lire milleseicento per quelli che intendono arruolarsi nell'arma di cavalleria, ed in lire milleducento per quelli che si arruolano nelle altre armi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 dicembre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

RICOTTI.

NOMINE E PROMOZIONI

Con decreto Reale del 9 dicembre 1875, Bozza cav. Alessandro, caposezione nel Ministero di Grazia e Giustizia e dei Culti, venne collocato in aspettativa per sei mesi in seguito a sua domanda per motivi di salute.

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con RR. decreti 24 novembre 1875:

Salini Giuseppe, cancelliere della pretura di Città S. Angelo, è tramutato alla pretura di Chieti;

Padovani Tommaso, vicecancelliere del tribunale civile e correzionale di Sondrio, è nominato cancelliere della pretura di Bormio;

Miotti Costantino, cancelliere della pretura di Ponte, id. vicecancelliere del tribunale civile e correzionale di Sondrio;

Bevilacqua Luigi, vicecancelliere della pretura urbana di Milano, id. cancelliere della pretura di Ponte;

Rapini Donato, vicecancelliere della pretura di Penne, id. cancelliere della pretura di Borgocollefegato;

Saltallà Pietro, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell' ordine giudiziario, id. vicecancelliere della pretura di Lentini;

De Castro Innocenzo, id. id., id. di Bivona;

Raccagna Giuseppe, id. id., id. di Girgenti;

Piscopo Vincenzo, vicecancelliere della pretura di Cerreto Sannita, è d'ufficio collocato in aspettativa per motivi di salute per mesi sei;

Valvo Felice, cancelliere della pretura di Scordia, in aspettativa per motivi di salute, è, in seguito a sua domanda, confermato nella stessa aspettativa per mesi sei;

Guani Domenico, id. di Levanto, in aspettativa per motivi di salute, id. id. per mesi sei;

Suarez Vincenzo, vicecancelliere della pretura di Ceprano, in aspettativa per motivi di famiglia, è, dietro sua domanda, confermato nella stessa aspettativa per altri mesi sei;

Labruna Anacleto, vicecancelliere aggiunto al tribunale civile e correzionale di Sala Consilina, sospeso dalle funzioni, è esonerato dalla carica;

Nevola Costantino, id. id. di Avellino, id., id. id.

Con RR. decreti 28 novembre 1875:

Damiani Salvatore, vicecancelliere aggiunto presso il tribunale civile e correzionale di Girgenti, collocato d'ufficio in aspettativa per motivi di salute, è d'ufficio confermato nella stessa aspettativa per altri mesi sei;

Marazzi Ermenegildo, cancelliere della pretura di Appiano, in aspettativa per motivi di salute, è, dietro sua domanda, confermato nell'aspettativa medesima per altri mesi sei;

De Marchi Carlo, vicecancelliere della pretura di Aviano, id. id., id. id. id.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Concorso per titoli alla cattedra di Archeologia nella R. Università di Bologna.

A forma dell'articolo 3 del regolamento per i concorsi a cattedre universitarie, approvato col R. decreto 13 maggio 1875, è aperto il concorso per la nomina di un professore ordinario alla cattedra di Archeologia vacante nella R. Università di Bologna.

Il concorso avrà luogo per titoli.

Le domande di ammissione al concorso dovranno presentarsi al Ministero della Pubblica Istruzione entro il giorno 21 del prossimo febbraio 1876.

I concorrenti dovranno unire alle domande i titoli che crederanno adatti a fornire informazioni sulla loro condotta morale,

sulla loro attitudine didattica e sulla loro vita scientifica; della quale dovranno inoltre presentare una succinta narrazione.

Roma, 20 dicembre 1875.

Il Direttore Capo della 3ª Divisione
P. PADOA.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI

Avviso.

Il 2 corrente, in Giuliano di Roma, provincia di Roma, è stato aperto un ufficio telegrafico governativo al servizio del Governo e dei privati, con orario limitato di giorno.

Nell'ufficio telegrafico della stazione ferroviaria di Potenza Picena, provincia di Macerata, è stato attivato il servizio governativo e privato.

Firenze, li 10 gennaio 1876.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0[0, cioè:

N. 161200 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 44600 della soppressa Direzione di Milano), per lire 200, al nome di Azzimonti Leopoldo fu Carlo, di Rhò, minorenne, rappresentato dalla madre e tutrice *Maria* Samartino vedova *Azzimonti*, e

N. 165412 dei registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 48812 della soppressa Direzione di Milano), al nome di Azimonti Leopoldo fu Carlo, da Milano, minorenne, rappresentato dalla di lui madre e tutrice *Maria* Azimonti, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti alla Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi ad Azimonti Leopoldo fu Carlo, di Rhò, minorenne, sotto l'amministrazione della madre Sammartino *Sigismonda* vedova di Carlo Azimonti, domiciliata in Milano, vero proprietario delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, il 17 dicembre 1875.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: n. 582498 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 910, al nome di Boussu Antonio Lorenzo fu Luigi, domiciliato in Biella (Novara), è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Boussu Antonio Lorenzo *Federico* fu Luigi, domiciliato in Biella (Novara), vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, il 18 dicembre 1875.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per 0[0, cioè: n. 50924 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 815, al nome di Gilardi Ercole e Cesare fu Vincenzo minori sotto la tutela di Curti Pietro, e n. 72432 d'iscrizione su i detti registri, per lire 100, a nome di Gilardi Ercole fu Vincenzo minore sotto la tutela di Mantovani dott. Costantino, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi la prima a Gillardi Pietro-Ercole e Cesare fu Vincenzo minori, ecc., e la seconda a Gillardi Pietro-Ercole fu Vincenzo, ecc., veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, il 17 dicembre 1875.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato lo smarrimento della ricevuta rilasciata dalla soppressa Direzione del Debito Pubblico di Napoli in data 25 luglio 1870, col n. 14250 d'ordine e n. 98082 di posizione, a favore di Scotto di Pagliara Luigi fu Giuseppe pel deposito da esso fatto della cartella al portatore consolidato 5 per cento, n. 53537, della rendita di lire 100, esibita per tramutamento a favore di Maria Teresa Milano fu Giovan Maria, moglie di Gaetano Sersale, vincolata per dote della titolare e subordinatamente ipotecata a favore di Maria Carolina, Marianna e Luisa di Gaetano Sersale, a sensi del decreto 13 maggio 1867 del tribunale civile di Napoli.

A termini dell'articolo 334 del regolamento 8 ottobre 1870, numero 5942, modificato col R. decreto 20 settembre 1874, n. 2058 (Serie 2ª), si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della 1ª pubblicazione del presente avviso, qualora non intervengano opposizioni, si procederà alla consegna del titolo che verrà emesso in sostituzione della cartella suddetta, senza l'esibizione della predetta ricevuta la quale resterà di niun valore.

Firenze, li 14 dicembre 1875.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLILLO.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI PALERMO

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 24 gennaio 1876 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 113, nel comune di Giuliana, provincia di Palermo, coll'aggio lordo medio annuale di lire 380.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo, corredata dai documenti comprovanti i requisiti voluti dall'articolo 135 del regolamento approvato con Reale decreto 24 giugno 1870, n. 5736, non che i titoli accennati nel successivo articolo 136, modificato col Reale decreto 5 marzo 1874, n. 1843, qualora ne fossero provvisti.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Palermo, addì 28 dicembre 1875.

PROGRAMMA

per il concorso drammatico di Firenze dell'anno 1876 *al premio governativo di drammatica.*

Art. 1. È aperto per l'anno 1876 il concorso a due premi governativi di drammatica, che uno di lire italiane 2000 e l'altro di lire italiane 1000, già istituiti dal governo della Toscana con decreto del 15 marzo 1860.

Art. 2. Al concorso drammatico si ammetterà qualunque tragedia, dramma e commedia nuova, rappresentata nel corso dell'anno sui teatri di Firenze, anche se prima fosse stata prodotta in altri teatri d'Italia. Non saranno ammesse però le produzioni recitate fuori di Firenze prima dell'anno 1875, nè quelle che avessero concorso a qualsivoglia altro premio.

Art. 3. I premi saranno conferiti, non per merito relativo, ma secondo l'ordine di merito assoluto, a quelle produzioni che per concetto e per forma più rispondano al fine di avvantaggiare moralmente e letterariamente il teatro italiano.

Art. 4. La produzione drammatica con la quale si vuole concorrere ai premi dovrà essere rappresentata sui teatri di Firenze dal dì 1° gennaio a tutto il 31 dicembre 1876.

Art. 5. La Giunta drammatica non s'incarica in alcun modo nè di procurare, nè di curare la rappresentazione delle produzioni, nè le riceve innanzi la recita.

Art. 6. Tre giorni innanzi a ciascuna rappresentazione l'autore dovrà dichiarare per iscritto al presidente della Giunta (via Sant'Egidio, casa Frullani, n. 10, piano 2°) di voler concorrere ai premi, e dentro dieci giorni dalla prima rappresentazione farà consegnare nelle mani del presidente medesimo il manoscritto della produzione. Trascorso il detto termine, senza che l'autore abbia presentato il manoscritto del suo lavoro, s'intenderà decaduto dal concorso.

Firenze, 1° dicembre 1875.

Il Presidente EMILIO FRULLANI. — *Il Segretario* GUGLIELMO ENRICO SALTINI.

Avvertenza. — Sebbene il presente programma non possa dare appiglio ad equivoci, la Giunta drammatica dichiara come l'art. 4 non obblighi gli autori ad invitarla per la prima sera che si reciteranno in Firenze le produzioni messe in concorso; la Giunta può essere chiamata anche nelle successive, fermo stante però il disposto dell'art. 6 che obbliga l'autore, o chi per esso, ad avvisare il presidente almeno tre giorni innanzi.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Il *Journal des Débats* s'occupa a lungo dei progetti di riforma proposti dal gabinetto austriaco per le provincie insorte della Turchia e dell'accoglienza che il relativo dispaccio circolare ha trovato presso il governo di Versailles. Senza entrare nei particolari dei progetti, che dice di non conoscere, il *Journal des Débats* pubblica dei ragguagli che hanno tutta l'apparenza di essere attinti a buona fonte e perciò meritano di essere riprodotti.

" I nostri corrispondenti viennesi, così i *Débats*, ci hanno ripetutamente avvertiti che, a proposito della pacificazione dell'Erzegovina e della Bosnia, il governo di Vienna non solleverebbe quistioni politiche, proponendo trasformazioni territoriali, istituzioni di nuovi principati vassalli, ecc. Essi non hanno cessato di ripeterci che, secondo l'opinione del gabinetto austro-ungherese, non si trattava in queste provincie che di quistioni amministrative, sociali e particolarmente di una quistione agraria. Infatti le riforme chieste dal conte Andrassy hanno un carattere essenzialmente amministrativo e locale; esse riguardano soprattutto le imposte, la loro ripartizione e riscossione, la sistemazione dei rapporti tra i fittaiuoli e i proprietarii, l'autonomia comunale, la polizia locale, ecc.

" Quindi ci si assicura che queste riforme sono molto pratiche, che sono appropriate alle condizioni reali delle provincie insorte e che il progetto dinota uno studio ed una conoscenza profonda del paese e dei suoi bisogni. Quanto il firmano del 14 dicembre è vago, astratto, pieno di proposizioni teoriche, altrettanto il progetto del conte Andrassy si distingue per il suo carattere concreto e per la sua precisione. Esso non si limita ad esternare desiderii, ma indica e specifica le vie ed i mezzi per realizzarli. Esso si fonda sull'inchiesta minuziosa dei consoli eseguita sopra i luoghi ed è il prodotto dello studio di fatti positivi e numerosi. Epperò, per quanto ci viene detto, la pubblicazione dei suoi particolari speciali non presenterebbe un grande interesse per la massa dei lettori dei giornali e soddisferebbe mediocremente quella parte del pubblico, che cerca particolarmente dei fatti che colpiscono e delle notizie *à sensation*. Per comprenderlo ed apprezzarlo bisogna avere una certa conoscenza delle condizioni interne del paese a cui si riferisce. Si aggiunge infine che pur differendo, per il suo carattere, dal firmano del 14 dicembre, il progetto non è in contraddizione con questo atto imperiale, ma lo completa e lo porta dalle altezze dell'astrazione sul terreno pratico.

" Insomma il progetto meriterebbe pienamente l'approvazione e l'appoggio delle potenze occidentali e dell'Italia, e noi crediamo sapere che il nostro ministro degli esteri l'ha accolto assai favorevolmente. La nota circolare ha prodotto sul nostro ministro la migliore impressione, e pare che trovando che il programma moderato delle tre potenze può essere benissimo accettato dalla Turchia, esso abbia giudicato che la Francia poteva aderirvi senza riserve e prestare il suo appoggio a Costantinopoli. Esso non avrebbe tardato a far conoscere la sua opinione e le sue intenzioni al rappresentante austro-ungarico a Parigi. All'ora in cui scriviamo queste intenzioni sono note al gabinetto di Vienna, e l'Austria e la Russia sapranno certamente grado al governo francese di questo concorso offerto sì prontamente e francamente.

" Inoltre, se siamo ben informati, il duca Decazes avrebbe, fino dal 3 gennaio, comunicato le sue impressioni al conte Derby ed avrebbe impegnato il gabinetto di Londra a intendersi colla Francia per appoggiare il progetto austriaco presso la Porta. Esso avrebbe pure spedito a Roma un dispaccio concepito nello stesso senso. Non si dubita punto dell'adesione dell'Italia; veniamo anzi assicurati che essa l'ha già fatta conoscere ufficialmente. In quanto all'Inghilterra, essa non si è ancora pronunciata, ma giova sperare che non vorrà restare isolata, separandosi dalla Francia ed incoraggiando inutilmente, colla sua condotta, la resistenza eventuale della Turchia.

" Il gabinetto di Vienna, parlando in nome dei tre imperi del Nord, non propone, del resto, d'indirizzare alla Porta una nota collettiva firmata dalle sei potenze garanti; si tratta solo di concertare un'azione identica, ma separata; ogni potenza avrebbe a fare alla Porta delle raccomandazioni con-

cepite negli stessi termini e a consigliarle di adottare il progetto austriaco „.

Un telegramma della *Kölnische Zeitung* da Vienna annunzia che lord Derby nel ricevere la nota-circolare del conte Andrassy ha chiesto un termine di otto giorni, cioè fino al 12 gennaio, per poterla esaminare a fondo.

Il 2 di questo mese vennero dal re di Portogallo aperte le Cortes di quel paese. Il discorso del re constatò il mantenimento delle amichevoli relazioni tra il Portogallo e gli altri Stati. Il re disse di aver manifestata al maresciallo presidente della repubblica francese la sua riconoscenza per l'alta imparzialità con cui questi decise la vertenza, del resto affatto pacifica, della baia Delagoa.

A proposito del bilancio il re disse che le prospere condizioni del bilancio rendono inutili nuove imposte. Quindi parlò della visita del sultano di Zanzibar, di quella del presidente della repubblica di Transwaal, che sottoscrisse un trattato vantaggioso per la colonia di Mozambico. In ultimo il re trattenne le Cortes sulla necessità di migliorare la situazione delle colonie, di rassodare il possesso dei territori e di sviluppare la pubblica istruzione.

Il *Mémorial Diplomatique* riferisce che le trattative pendenti da qualche tempo fra la Rumenia e la Porta affine di stabilire fra i due paesi un servizio postale internazionale conforme alle stipulazioni della convenzione di Berna non hanno ancora approdato. " La Porta rifiuta di conchiudere una convenzione formale colla Rumenia e di riconoscere al principato il nome di Rumenia.

" Convien sperare, dice il *Mémorial*, che questa difficoltà non tarderà ad essere appianata, perchè essa intralcia seriamente la effettuazione delle utili ed importanti riforme postali decretate dalla convenzione di Berna, la quale è già in vigore negli Stati Uniti ed in tutta Europa, meno la Turchia e la Rumenia „.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Livorno, 10. — L'avviso *Vedetta* è partito alle ore 10 ant., rimorchiando l'altro recentemente varato *Rapido*.

Siracusa, 9. — Questa sera è arrivata qui la Giunta per l'inchiesta sulla Sicilia. È stata ricevuta alla stazione dalle autorità civili e militari con tutti gli onori.

Londra, 10. — Il *Times*, parlando dei pericoli provenienti dalle batterie carliste per le navi straniere, biasima il governo inglese di usare troppa indulgenza verso il governo spagnuolo, il quale è risponsabile di tutti i danni. Il *Times* soggiunge che bisogna chiedergli una indennità ed allora esso sorveglierà meglio le coste. Questo articolo è molto vivace e assai minaccioso verso il governo spagnuolo.

Bruxelles, 10. — L'*Indépendance Belge* riporta la voce che sieno avvenuti gravi disordini a Charleroi. Le truppe sarebbero intervenute. Vi sarebbero alcuni morti e feriti.

Filadelfia, 9. — Il concentramento della flotta non è riguardato nei circoli ufficiali come l'indizio di un cambiamento di politica verso Cuba, ma soltanto come la realizzazione di un progetto anteriore di trasferire la stazione navale a Portoreale, perchè Keywest è malsana.

Pietroburgo, 10. — Il *Giornale di Pietroburgo*, riproducendo la lettera di lord Strafford Radcliffe sulla Turchia, pubblicata dal *Times*, aderisce alle suo conclusioni.

Vienna, 10. — La *Wiener Abend Post* dichiara che la notizia del *Times* che l'ambasciatore austro-ungherese abbia comunicato confidenzialmente al governo ottomano il testo della circolare del 30 dicembre è una invenzione priva di qualsiasi fondamento.

Anche la *Corrispondenza politica* dice che quella notizia è priva di fondamento e soggiunge che quel progetto di riforma non poteva essere comunicato dall'Austria alla Porta in un momento in cui esso forma l'oggetto di trattative diplomatiche colla Francia, l'Inghilterra e l'Italia.

Londra, 10. — Una riunione dei portatori delle obbligazioni ottomane 1854, 1858 e 1871 decise di autorizzare la Casa Dent Palmer e C. a fare le concessioni e gli accomodamenti che giudicherà convenienti nell'interesse dei portatori.

Fu letta una lettera di Otway, il quale raccomanda l'unione dei portatori inglesi con quelli degli altri paesi, e specialmente coi francesi, e d'inviare quindi un rappresentante a Costantinopoli.

Berlino, 11. — La Dieta di Prussia è convocata pel 16 gennaio.

Il *Monitore* ha da Costantinopoli: « Il telegramma del *Times*, il quale annunziava che il Granvisir abbia respinto i progetti di riforma del conte Andrassy, è privo di fondamento ».

NOTIZIE DIVERSE

Bollettino sanitario del presidio di Roma. — L'*Italia Militare* dell'11 corrente scrive che dal 1° al 31 dicembre 1875, dei soldati del presidio, n. 255 entrarono alle infermerie dei corpi rispettivi, e n. 122 entrarono all'ospedale militare, ove l'entrata media giornaliera fu di 3 93, che, ragguagliata alla forza media del presidio, equivale a 0 63 per 1000 di forza.

Beneficenza. — Leggiamo nella *Gazzetta Ticinese:*

Il signor Gagg-Spörry in Wald ha assicurato gli impiegati e gli operai della filatura Elba per franchi 80,000 presso la Società d'assicurazione contro le disgrazie in Zurigo. Quindi, un impiegato od un operaio, al quale succedesse una disgrazia nella predetta filatura, verrà indennizzato durante il tempo in cui non può lavorare con due terzi del suo soldo giornaliero fino a 150 giorni, dietro attestato medico; nel caso diventasse invalido, riceverà una pensione annua, ed in caso di morte i suoi parenti riceveranno una somma uguale al doppio della propria paga di un anno.

Cartoni giapponesi. — Alla *Gazzetta di Venezia* dell'8 gennaio scrivono da Tokei (Giappone) il 21 novembre:

Il mercato dei cartoni può dirsi finito, perchè non si pubblicano più i giornalieri bollettini della Camera di commercio.

L'11 corrente sono stati spediti 180,000 cartoni per la via di America; il 15 ne partirono altri 52,000; l'ultima spedizione si farà con questo postale, e sarà di 60,000.

I prezzi si mantennero alti per le provenienze di Shimamura, Bushiù Tonegawa e Oshiu; e bassi per gli altri cartoni.

SCIENZE, LETTERE ED ARTI

RIVISTA DRAMMATICO-MUSICALE

TEATRO APOLLO: *La Vestale*, di Spontini; *Kamil*, ballo del coreografo Pulini — **ARGENTINA:** *Le Precauzioni*, di Petrella — **VALLE:** La Compagnia Marini e Ciotti: *A tempo*, commedia in un atto di Montecorboli; *Trionfo d'amore*, leggenda medioevale di Giuseppe Giacosa — NOTIZIE.

Puntigli e dispettucci contro l'impresa e chi le aveva dato la dote; piccole ire e piccole invidie contro il maestro che dirigeva; idee preconcette contro la musica di Spontini, la quale, perchè dotta, doveva essere noiosa; perchè piacque settant'anni addietro, oggi non deve più piacere; perchè soddisfa il gusto dei tedeschi, benchè scritta da un italiano, non deve soddisfare a quello degli italiani; prevenzioni contro gli artisti tutti nuovi per Roma; persuasione che fosse impossibile ottenere in teatro una perfetta esecuzione del colossale capolavoro; queste ed altre cause cospirarono contro la *Vestale* dello Spontini. La platea inquieta, agitata, brontolona, gli artisti turbati, spaventati, paralizzati. In platea disapprovazioni dalle prime note, sul palcoscenico incertezza e panico: tali furono i prodromi della prima serata dell'Apollo, e il risultato finale un fiasco voluto, provocato da pochi, i quali, disturbando la rappresentazione, distrussero l'effetto delle pazienti e lunghe prove, resero incerta e manchevole l'esecuzione, e finirono col trascinare dietro di sè il grosso del pubblico. Se la *Vestale* non avesse avuto che quella sola rappresentazione, io dovrei forse rinunciare a parlarne; imperocchè mal sicuro giudizio possa darsi di opere ed artisti uditi in tali condizioni; ma in onta alla guerra della prima sera il capolavoro di Spontini è giunto all'ottava rappresentazione; ed io posso e sull'effetto in teatro di questa musica e sugli artisti scrivere dopo aver assistito ad esecuzioni fatte davanti ad un pubblico simpatico, tranquillo, imparziale.

Della musica della *Vestale*, come lavoro d'arte, è inutile parlare.

È lavoro perfetto, lodato, encomiato, studiato, ammirato da tre generazioni di dotti.

Anche quando non si pensava a riprodurla sui teatri italiani, la *Vestale* era studiata nei nostri Conservatorii. Il solo problema che ora pertanto si potrebbe porre è questo: La *Vestale* può ancora piacere in teatro? E notisi nel teatro come è organizzato oggi fra noi, che anche gli oppositori (almeno i più intelligenti di cose musicali) mentre non credono opportuna la riproduzione degli antichi capolavori nelle attuali condizioni dei nostri teatri, ammettono che se avessimo il teatro a repertorio sarebbe molto savio ed opportuno alternare le migliori opere moderne coi capolavori di Spontini, Cimarosa, Mozart, ecc., ecc. A questo problema ed alla domanda risponderò esaminando brevemente la *Vestale* dal punto di vista esclusivamente dell'effetto e del gusto moderno.

E prima di tutto la parte istrumentale — me lo concederanno gli avversari — è assolutamente moderna; colorito, effetti drammatici, frasi energiche, ripieni, sonorità; tutto rivela nell'orchestrazione l'*avvenirista* del 1805, non ancora invecchiato nel 1875. Certo l'orchestra di Spontini è ben lontana dall'orchestra di Meyerbeer; ma non è nemmeno l'orchestra di certe opere, popolari or fanno venti anni, che Wagner ha battezzata col titolo di *grande chitarra*.

La melodia è chiara, limpida e facile, e segue strettamente la parola, che traduce quasi sempre con grande efficacia drammatica; tale quale oggi la si vuole.

Che avvi dunque di invecchiato nella *Vestale?* Qualche parte, non lo nego, ed è quella che forma l'ammirazione degli studiosi, cioè a dire, col linguaggio tecnico, i concertati, le imitazioni, le fughe. — Cose che a poco a poco sono state bandite dal teatro e relegate in chiesa. — In altri tempi un maestro che non avesse scritto un pezzo concertato avrebbe corso grave pericolo d'essere fischiato. Oggi invece, il concertato (anche bellissimo) da solo, senza l'aiuto della situazione drammatica, tira gli sbadigli sulle labbra del pubblico. Certamente non ci ha colpa Spontini; ma tale è il fatto, il gusto, la moda d'oggi. Possiamo far voti perchè il gusto si raffini e venga giorno in cui a tutti piaccia lo stupendo concertato del finale 1° della *Vestale*; ma per ora non possiamo impedire che il volgo del pubblico vi trovi un ricordo della musica udita in chiesa... e sbadigli! Ma non deve e non può però sbadigliare a quel turbinio ammirabile di note del finale 2°, perchè la situazione drammatica bellissima fa comprendere tutta la sublimità di quel pezzo.

E come il finale 2°, così è compreso tutto il secondo atto, e gran parte del terzo, e sarebbe certo compresa e gustata l'aria bellissima del contralto del primo atto, se fosse eseguita da un'artista capace di metterne in rilievo tutta l'efficacia drammatica.

Riassumendo dirò dunque che la parte melodica, l'istrumentale, la espressione del dramma, è nella *Vestale* all'altezza delle migliori opere moderne; è del genere che più piace. La forma scolastica di alcuni pezzi può urtare contro il gusto moderno. Ma questi pezzi sono pochi, e moltissimi invece quelli che possono e debbono piacere in tutti i tempi a qualunque abbia vero intelletto di musica.

Ma perchè questo avvenga e siano vinte tutte le opposizioni è mestieri che la *Vestale* sia eseguita in modo perfetto. — All'Apollo non solo nella prima sera, ma anche nelle sere successive l'esecuzione, se fu buona in alcune parti, riuscì mediocre, insufficiente in altre. I cori perdettero la bussola quasi ogni sera nel finale concertato del 1° atto. — Eseguirono male il coro interno dell'atto 2°, e negli altri pezzi mancarono affatto di colorito, di espressione; ciò che spiega il poco effetto prodotto dai pezzi migliori. L'orchestra eseguì bene la sinfonia ma non fu sempre all'altezza dello spartito. — Il contralto, una giovane artista che non manca di buone qualità, si mostrò in quest'opera assolutamente insufficiente al suo còmpito.

Il basso se non guastò, non contribuì certo al successo. — Restano tre valenti artisti: la signora Wanda-Miller, il tenore Verati ed il baritono Brogi; costretti a sostenere da soli un'opera che doveva necessariamente riposare piuttosto sulle masse. — Questi tre artisti fecero assai bene la propria parte, e certamente a loro è dovuto se l'opera tenne fermo nella burrasca, e corre con migliori vele. La signora Wanda-Miller ha voce bellissima, canta ed accenta assai bene, ed interpreta in modo veramente ammirabile la parte della protagonista. — Il tenore Verati è un distinto artista, possiede una voce chiara e bella negli acuti, sebbene diventi un po'

dura nelle note di mezzo e nelle basse. Nella *Vestale* egli è un po' sacrificato; tuttavia, e malgrado la grande difficoltà della sua parte e la tessitura bassa in cui è scritta, egli disimpegna assai bene il suo còmpito.

Il baritono Brogi è un artista, che al pregio di una bella voce accoppia metodo eccellente di canto; ma la sua voce chiara, limpida, squillante mal si unisce alla voce di timbro diverso del Verati. Tutto sommato, l'esecuzione della *Vestale* può dirsi discreta, non buonissima. Eseguita ed interpretata in modo perfetto, non solo avrebbe vinto le opposizioni, ma avrebbe mutato l'insuccesso della prima sera in un vero trionfo. Però anche così com'è, quest'opera si sosterrà tanto che basta per dimostrare che lo scandalo della prima sera non fu voluto nè provocato dal vero pubblico, il quale ha già mostrato nelle sere successive che sa compatire, incoraggiare gli artisti, ed apprezzare i loro sforzi, come sa capire e gustare tutto ciò che è veramente bello e grande.

L'Argentina si è aperto con spettacolo di opera buffa, incominciando colla bellissima opera del Petrella *Le Precauzioni;* l'esecuzione è stata assai accurata da parte degli artisti e dell'orchestra, diretta dal bravo maestro Mililotti.

Al Valle la compagnia Ciotti e Marini, diretta da quell'egregio artista che è Alamanno Morelli, attira un pubblico numeroso con vecchie produzioni eseguite assai bene. La signora Marini è sempre l'astro della compagnia. A lei fanno corona altri artisti valenti, quali le signore Giagnoni e Job, ed i signori Morelli, Ciotti, Privato e Mariotti.

Fra le novità questa compagnia ci ha dato l'*A tempo* di Motecorboli, una commediola in un atto scritta assai bene e che vede al Valle ripetersi la festosa accoglienza che già ebbe a Milano, sebbene l'entusiasmo del pubblico milanese sia qui disceso di qualche grado.

Il soggetto non è nuovo: si tratta di una donna che sta per sdrucciolare nella colpa ed è salvata *a tempo* dall'arrivo del figlio; ma la forma è buona, la condotta franca e naturale, dialogo elegante e caratteri ben tratteggiati.

Un vero trionfo, e diciamo addirittura ben meritato, fu la rappresentazione del *Trionfo d'amore* di Giuseppe Giacosa; una graziosa *leggenda medioevale*, per darle il titolo dell'autore, che è già alla terza replica, ed ogni sera per parte del pubblico, che riempie tutti gli stalli del teatro, procaccia al giovane scrittore spontanei applausi ed ovazioni.

Aggiungiamo anche, per la giusta parte che tocca agli attori, che il *Trionfo d'amore* riesce un vero trionfo per la signora Marini e pe' suoi valenti colleghi.

Il Giacosa, giovane, studioso, operoso, tra il fragore e la grande soddisfazione dei meritati applausi non dimenticherà certamente che il pubblico, questo sovrano che regna e governa, non concede mai *gratis* le corone del trionfo; egli vuol essere ripagato con nuove vittorie; buon pel Giacosa che ha l'ingegno e la forza della giovinezza per mantenere l'onore della propria *firma*.

Intanto stiamo in grande attesa del nuovo lavoro del Cossa, *Messalina*.

All'Apollo si prova *Dolores* del maestro Anteri-Manzocchi, e un'altra opera colla compagnia che eseguisce la *Vestale*. *Dolores* sarà eseguita dalla signora Galletti, dal tenore Campanini e dal baritono Quintili-Leoni.

La signora Ferni-Teja, la celebre violinista tanto applaudita alla Sala Dante, ha dato ieri mattina un secondo concerto al palazzo Caffarelli. Intervenne un pubblico sceltissimo, il quale fece una vera ovazione alla esimia violinista ed ai suoi valenti compagni.

Z.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, li 10 gennaio 1876 (ore 16 25).

Mare grosso a Venezia e a Palascia; agitato a Portoferrajo, a Civitavecchia, a Portotorres, a Capri e al Capo Spartivento. Venti forti in varii luoghi. Cielo coperto o piovoso nel settentrione e nel centro; sereno o nuvoloso nel mezzogiorno della penisola, in Sicilia e in Sardegna. Pioggia e neve a Moncalieri. Barometro alzato fino a 5 mm. nelle stazioni del Mediterraneo e in alcune dell'Adriatico; stazionario altrove. Mare molto agitato lungo le coste francesi del Mediterraneo; grosso a Marsiglia. Tutto ieri tempesta sul Canale d'Otranto. Mare grosso a Venezia. Ieri e stanotte burrasche e mare grosso in varie stazioni del sud e nel Canale di Piombino. Il tempo accenna soltanto leggeri e parziali miglioramenti.

Osservatorio del Collegio Romano — 10 gennaio 1876.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^{m}, 65.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	764 2	764,4	763 9	764,3
Termomet. esterno (centigrado)	5,5	10,5	9,2	7,7
Umidità relativa...	88	73	88	87
Umidità assoluta...	5,98	6,87	7,70	6 85
Anemoscopio.........	N. 2	S. 10	S. 2	E. 4
Stato del cielo.......	0. coperto	8 cirri	3. cirri-cumuli	0. coperto

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)

Termometro: Massimo = 10,8 C. = 8,6 R. | Minimo = 5,1 C. = 4,1 R.

Pioggia in 24 ore 7 mm., 8, caduta nella notte antecedente e nel pomeriggio del 10.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 11 gennaio 1876.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI Lettera	CONTANTI Danaro	FINE CORRENTE Lettera	FINE CORRENTE Danaro	FINE PROSSIMO Lettera	FINE PROSSIMO Danaro	Nominale
Rendita Italiana 5 0[0	2° semestre 1876	—	—	75 07	75 02	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0[0	1° aprile 1876	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0[0	1° trimestre 1876	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detti Emissione 1860/64	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Prestito Romano, Blount	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	79 90
Detto detto Rothschild	1° dicembre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	78 60
Prestito Nazionale	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	77 60
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regia Cointeressata de'Tabacchi	1° semestre 1876	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette 6 0[0	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	—	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Romana	—	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1365 —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Generale di Credito Mob. Ital.	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	473 50
Cartelle Credito Fond. Banco S. Spirito	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Compagnia Fondiaria Italiana	1° semestre 1876	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	387 —
Strade Ferrate Romane	1° ottobre 1865	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° semestre 1876	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	1° aprile 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per 100 (oro)	1° gennaio 1876	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Romana per l'ill. a Gas	1° semestre 1876	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	535 —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Italo-Germanica	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	— —	— —	— —
Marsiglia	90	107 40	107 30	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	26 92	26 90	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	—
Oro, pezzi da 20 franchi	— —	21 61	21 58	— —
Sconto di Banca 5 0[0	— —	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

1° sem. 1876: 77 30 fine.

Londra 26 90 breve.

Il Deputato di Borsa: P. Pianciani | Il Sindaco: A. Pieri.

Direzione di Commissariato Militare di Verona

AVVISO DI SECONDO INCANTO (N. 59).

Essendo rimasto deserto l'incanto tenutosi il 3 gennaio corrente, per la provvista del grano occorrente per l'ordinario servizio del pane ad economia presso il magazzino delle sussistenze militari di Brescia, si procedeeà addì 17 gennaio corrente, all'una pomeridiana, nell'ufficio della Direzione suddetta sita in via Campo Fiore, num. 8, piano 1°, avanti il direttore, al reincanto a partiti segreti di tale provvista:

INDICAZIONE dei magazzini pei quali le provviste devono servire	Grano da provvedersi		Numero dei lotti	Quantità per cadaun lotto	Rate di lotto	Somma per cauzione di cadun lotto	Tempo utile per le consegne
	Qualità	Quantità totale Quintali		Quintali			
Brescia	Nostrale	2000	20	100	3	200	La consegna della prima rata dovrà effettuarsi entro 10 giorni a partire da quello successivo alla data dell'avviso d'approvazione del contratto. Le altre due rate si dovranno egualmente consegnare in 10 giorni coll'intervallo però di giorni 10 dopo l'ultimo del tempo utile per la prima consegna.

Nell'interesse del servizio il Ministero della Guerra ha ridotto a giorni sei il tempo utile per la preventiva pubblicazione degli avvisi d'asta.

Il grano da provvedersi dovrà essere nostrale del raccolto dell'anno 1875, del peso non minore di chilogr. 75 all'ettolitro e per la qualità ed essenza conforme al campione esistente in questa Direzione.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso tutte le Direzioni di Commissariato militare delle località in cui verrà fatta la pubblicazione del presente avviso.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti a loro piacimento.

Qualunque sia il numero degli accorrenti e delle offerte avrà luogo il deliberamento il quale seguirà lotto per lotto a favore di colui che nella propria offerta segreta avrà proposto un prezzo maggiormente inferiore o almeno pari a quello segnato nella scheda segreta del Ministero, da servire di base all'incanto.

Nell'interesse del servizio i fatali, ossia termine utile per presentare l'offerta di ribasso non minore del ventesimo, sono fissati a cinque giorni decorribili dalle due pomeridiane del giorno del deliberamento (*tempo medio di Roma*).

I partiti dovranno essere presentati non altrimenti che in carta filigranata col bollo ordinario da lire una ed in piego suggellato. Cominciate le operazioni d'asta non saranno ulteriormente accettate offerte sebbene si riferiscano ad altra località.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a licitare dovranno rimettere a questa Direzione la ricevuta comprovante il deposito provvisorio fatto nelle Casse dei depositi e prestiti o nelle Tesorerie provinciali della somma di lire duecento per ogni lotto.

I depositi potranno essere fatti in contanti od in cartelle del Debito Pubblico del Regno d'Italia, ma queste saranno unicamente ragguagliate al prezzo risultante dal corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui il deposito stesso verrà eseguito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti alle Direzioni di Commissariato militare sopramentovate, dei quali partiti però sarà tenuto conto solo quando pervengano ufficialmente a questa Direzione prima dell'apertura dell'incanto, e consti dell'effettuato deposito.

I partiti non suggellati o condizionati non saranno accettati. Le offerte per telegramma non saranno accettate.

Le spese tutte relative all'incanto ed ai contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritto di segreteria, di stampa, pubblicazione degli avvisi d'asta e loro inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, sono a carico dei deliberatari, a cui carico cadono pure le spese per la tassa di registro giusta le leggi vigenti

Verona, 7 gennaio 1876.

Per detta Direzione
Il Tenente Commissario: CHERUBINI.

132

CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE DELLA FARMACIA CENTRALE MILITARE

AVVISO D'ASTA.

Si fa noto che nel giorno ventisette volgente gennaio si procederà in Torino, e nel locale della Farmacia suddetta, sito sul Corso Siccardi, n° 11, avanti il presidente del Consiglio suddetto, a pubblico incanto a partiti segreti per l'appalto delle seguenti provviste:

N° d'ordine	Indicazione degli oggetti	Quantità	N° dei lotti	Prezzo per ogni lotto	Importo di cadun lotto	Somma per cauzione e per ogni lotto	Termini per le consegne
1	Tela cotone detta mussola	Metri 80000	1	» 38	30400 »	3100 »	Da introdursi in due mesi.
2	Fermagli di metallo giallo	N. 200000	1	» 018	3368 »	400 »	Da introdursi in due mesi.
3	Spilli di metallo giallo	N. 400000		» 67 p. 0/00			
4	Buste pergamenate	N. 200000	1	20 » p. 0/000	4000 »	400 »	Da introdursi in tre mesi.
							Il tempo s'intende decorribile dal giorno successivo a quello dell'avviso di approvazione del contratto.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso l'Amministrazione di questo Stabilimento e presso i Distretti militari nelle località in cui verrà fatta la pubblicazione del presente avviso.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti mediante schede segrete firmate e suggellate, scritte su carta filigranata col bollo da una lira.

Il deliberamento seguirà lotto per lotto a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato e firmato avrà offerto al prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

I fatali, ossia il termine utile per presentare un'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni 15 decorribili dall'una pomeridiana del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma)

I concorrenti per essere ammessi all'asta dovranno fare presso la Cassa del Consiglio d'amministrazione suddetto, ovvero presso quelle degli altri Distretti aventi sede nei capoluoghi di Divisione militare, o presso le Tesorerie del Regno, o la Cassa dei depositi e prestiti, il deposito della somma come sopra stabilita per cauzione. Tale somma dovrà essere in moneta corrente od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui si fa il deposito.

I depositi presso il Consiglio d'amministrazione ove ha luogo l'incanto dovranno farsi dalle ore 9 alle ore 10 ant. del giorno dell'incanto.

Saranno considerate nulle le offerte che manchino della firma e suggello suindicati, che non siano stese su carta da bollo da L. 1 o che contengano riserve e condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'appalto di presentare i loro partiti ai Distretti militari sopra avvertiti; ma ne sarà tenuto conto solo quando pervengano a questo Stabilimento prima dell'apertura della scheda che serve di base all'incanto e consti ufficialmente dell'effettuato deposito.

Le spese tutte relative agli incanti ed ai contratti, cioè di carta bollata, di stampa, di inserzione, di registro, saranno a carico del deliberatario. Sarà pure a suo carico la spesa degli esemplari dei capitoli generali e speciali che si saranno impiegati nella stipulazione dei contratti e di quelli che l'appaltatore richiedesse.

A Torino, addì 6 gennaio 1876.

146 *Il Direttore dei Conti:* MARIETTI.

N 3 d'ord. (1ª pubblicazione.)

GENIO MILITARE - DIREZIONE DI MANTOVA

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 27 gennaio 1876 alle ore due pomeridiane si procederà in Mantova avanti il direttore del Genio militare, e nel locale della Direzione, sito in via Corso Vecchio, al civico n. 1, all'appalto dei lavori di

Sistemazione dell'ex-chiesa Filippini, e di parte della caserma annessa, nella piazza di Mantova, per la somma di lire 67,000, *da eseguirsi nel termine di mesi sette.*

I fatali per il ribasso non minori del ventesimo scadono al mezzodì del 12 febbraio 1876.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato, e steso su carta filigranata col bollo ordinario di una lira avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore, od uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno:

1. Fare presso la Direzione suddetta, ovvero nelle Casse dei depositi e prestiti, o delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 7000 in contanti, od in rendita del Debito Pubblico, al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito; tale deposito dovrà essere fatto non più tardi delle ore 4 pomeridiane del giorno antecedente a quello fissato per l'incanto.

2. Produrre un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

3. Esibire un attestato di persona dell'arte confermato dal direttore del Genio Militare locale, il quale sia di data non anteriore di sei mesi ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione di altri contratti d'appalto di opere pubbliche o private.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario di una lira e quelli che contengano riserve o condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni del Genio Militare od agli uffizi staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Mantova, addì 11 gennaio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: G. GAGNA.

147

CITTÀ DI TARANTO — AMMINISTRAZIONE MUNICIPALE

Avviso d'Asta

per lo appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi e comunali appresso indicati.

Si previene il pubblico che il mattino del dì 15 del corrente mese di gennaio, alle ore 11 ant., con la continuazione, avran luogo col metodo della estinzione di candela, ed a termini abbreviati, stante l'urgenza, in questo palazzo municipale, innanzi al sindaco, od a chi per esso, gl'incanti per lo appalto della riscossione dei seguenti dazi di consumo governativi e comunali, per la durata di un quinquennio, e che s'intende cominciato a decorrere dal 1° di questo mese di gennaio, per terminare con tutto il 31 dicembre 1880, sulle offerte in ribasso presentate dal signor Blandamura Francesco di Geremia, ed accettate dal Consiglio comunale nella tornata del dì 7 andante, in seguito alla doppia deserzione d'asta verificatasi.

1° Dazio sulle carni, incluso il comunale, per annue lire 26,850.

2° Dazio sui coloniali, spiriti, riso, petrolio e mandorle, incluso il comunale, per annue lire 23,150.

3° Dazio sulle farine, escluso il comunale, per annue lire 38,600.

Per gli appalti suddetti si osserveranno le norme dettate dal regolamento annesso al Regio decreto 4 settembre 1870 per l'esecuzione della legge sulla Contabilità generale dello Stato, e faranno parte integrale di ciascun contratto i patti e condizioni emergenti dai rispettivi quaderni d'oneri, formulati dalla Giunta municipale, e visibili a chiunque nella segreteria comunale.

I fatali per presentare offerte non minori del ventesimo in aumento sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati, stante l'urgenza, a giorni cinque da quello del deliberamento.

Le spese tutte, non escluse quelle fatte finora, sono a carico del deliberatarii.

Taranto, 9 gennaio 1876.

Il Segretario capo: P. GRIMALDI.

162

Provincia di Bari — Circondario di Bari.

COMUNE D'ACQUAVIVA DELLE FONTI

AVVISO D'ASTA per l'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi pel quinquennio 1876-1880.

Essendo andati deserti gl'incanti per l'appalto del dazio consumo governativo pel quinquennio 1876-1880 nei giorni 9 e 25 dicembre p. p., il giorno 26 detto mese Capozzo Nicola Francesco produceva una offerta riducendo l'annuo canone da lire diciottomila a lire sedicimilacinquecento. Detta offerta era ritenuta dal Consiglio comunale con deliberazione del giorno 31 dicembre, debitamente vistata dal signor prefetto della provincia a' 7 gennaio 1876, numero 89.

A termini quindi della predetta deliberazione consigliare si rende noto che il giorno 16 corrente, alle ore 9 ant., nell'ufficio dell'assessore delegato alla polizia urbana, sito nella piazza, innanzi al sindaco, o a chi ne faccia le veci, si procederà a novelli atti d'incanto per l'appalto sopraddetto, all'asta pubblica e col metodo della candela vergine, a termini abbreviati di cinque giorni superiormente approvati.

Il termine utile per produrre offerte di aumento, non inferiore al ventesimo, sarà di cinque giorni da quello dell'aggiudicazione, scadente a mezzogiorno del dì 21 corrente.

Per tutto quello che concerne l'appalto anzidetto si starà a quel che si è detto nei precedenti avvisi d'asta inserti nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, numeri 277 e 290 supplemento alla Gazzetta medesima del 14 dicembre p. p. e nei numeri 279 e 293 del *Piccolo Corriere di Bari.*

Acquaviva, 11 gennaio 1876.

Visto — *Il Sindaco ff.*: ORAZIO BUTTARI.

161 *Il Segretario*: MARASCA.

(2ª pubblicazione).

SOCIETÀ DELLE STRADE FERRATE ROMANE

AVVISO D'ASTA.

In seguito alla diminuzione di lire 5 05 per cento, e così superiore al ventesimo, fatta in tempo utile sul presunto prezzo di lire 131,175 ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi il 20 dicembre 1875, per l'accollo della costruzione di un fabbricato ad uso rimessa locomotive nella stazione di Roma, si rende pubblicamente noto che:

Alle ore 12 meridiane del giorno 17 gennaio corrente nel locale di residenza della Direzione Generale della Società predetta (piazza Vecchia S. Maria Novella) ed alla presenza del direttore generale o di un suo incaricato si addiverrà colle norme seguenti e col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento per l'accollo della costruzione del fabbricato suddetto.

L'ammontare presunto dei lavori soggetto a ribasso d'asta è di L. 124,550 66.

Coloro i quali vorranno attendere a detto accollo dovranno nell'indicato giorno, ora e luogo presentare le loro offerte, escluse quelle per persona da dichiararsi, estese su carta da bollo (da una lira) debitamente sottoscritte e suggellate entro busta colla indicazione offerta per l'accollo della costruzione del fabbricato ad uso rimessa locomotive nella stazione di Roma.

L'impresa sarà quindi deliberata a quello che resulterà il migliore offerente qualunque sia il numero delle offerte, ed in difetto di queste a chi presentò la suddetta offerta di diminuzione del 5 05 per cento.

L'impresa resta vincolata alla esatta osservanza del capitolato generale governativo per gli appalti dei lavori di conto dello Stato, del capitolato speciale appositamente redatto per tal lavoro e del relativo progetto, documenti tutti visibili presso la Direzione Generale in Firenze e in Roma presso la Delegazione sociale (S. Carlo al Corso n. 439A).

Il fabbricato suddetto con tutti i diversi lavori contemplati nel capitolato speciale dovrà darsi compiuto entro il termine di mesi sei decorrendi dal giorno in cui l'appaltatore avrà avuto ordine d'incominciare i lavori.

Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno nell'atto della medesima:

1. Presentare i certificati d'idoneità e di moralità prescritti dall'art. 2 del capitolato generale governativo suddetto.

2. Esibire la ricevuta del cassiere della Società o di una delle Tesorerie provinciali del Regno comprovante il deposito per cauzione provvisoria di lire 5000 in biglietti di Banca o equivalente rendita dello Stato al corso di Borsa.

La cauzione definitiva viene stabilita nella somma di lire 15,000 effettive da prestarsi immediatamente per intero sia in danaro sia in cartelle di rendita dello Stato al corso di Borsa.

Entro i quindici giorni dall'avvenuta aggiudicazione l'accollatario dovrà stipulare il relativo contratto al quale è riservata la sanzione del Consiglio d'amministrazione e del Governo.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

La Società si riserva il diritto di escludere le offerte delle persone che nell'eseguire altre imprese si sieno rese colpevoli di negligenza o di mala fede tanto verso la Società medesima quanto verso il Governo ed i privati.

Firenze, li 6 gennaio 1876.

115 LA DIREZIONE GENERALE.

Tribunale civile e corraccess. di Viterbo.

AVVISO.

Si rende noto al pubblico che nel giudizio di spropriazione promosso dalla Banca Romana contro Mencacci Serafina vedova Fontana e Tuccimei Alberto, e nell'udienza del 30 dicembre 1875 furono, in seguito di primo esperimento d'incanto in due separati lotti, deliberati i seguenti due fondi a favore il primo del signor Giovanni Troili per il prezzo di lire 24,559, ed il secondo del signor Girolamo Cherubini per il prezzo di lire 1752 04.

1° Terreno seminativo, e seminativo con quercie, prativo querciato e pascolivo, con poche piante di olivi e pochi alberi vitati, con numero tre casali ed alcune grotte, denominato Tenuta di S. Eutizio, e posto in detto territorio nei vocaboli S. Eutizio, Valle della Perazza, Pantane, Poggio della Foglia e Valle Piscina, della quantità superficiale di ettari 72, decare 4, segnato nella mappa sezione 2ª sotto i numeri 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 198 sub. 1, 2, 1248, 1249, 199, 200, 1210, 201, 202, 203, 1252, 204, 205, 1253, 1254, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 1155, 1160, 1255, 1257, 212, 213, 255, 256 sub. 1 e 2, 257, gravato dell'annuo tributo verso lo Stato di L. 179 22, confinante con la strada detta della Selva e di S. Eutizio, coi beni della comunità di Soriano, di Catalani Giuseppe e il fosso delle Pantane, salvi, ecc.

2° Terreno seminativo-olivato in detto territorio, vocabolo Bottile, di are 77 e centiare 50, segnato in detta mappa sez. 2ª sotto i numeri 903, 905 e 1479, gravato dell'annuo tributo verso lo Stato di lire 7 78, confinante con la strada del Bottile, coi beni di Celestini Girolamo, Catalani Giuseppe, Cherubini Girolamo, il fosso della Concia, salvi, ecc.

Si avverte che va a farsi luogo all'aumento del sesto, e che il termine relativo scadrà col giorno 14 di questo mese.

Viterbo, li 7 gennaio 1876.

148 Il canc. Ravignani.

ESTRATTO DI SENTENZA.

(2ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile e correzionale in Verona, sezione 1ª, in camera di consiglio, in seguito a ricorso 29 ottobre p. p. n. 1088 dei prossimi parenti legittimi successibili *ex lege* don Marco e Massimiliano Mascella, con sentenza 19 novembre 1875 dichiarò per gli effetti tutti di legge l'assenza di Bortolo Mascella fu Giuseppe del comune di Erbezzo, provincia di Verona.

Locchè si pubblica in obbedienza alla citata sentenza e a norma degli articoli 23 e 25 Codice civile.

Verona, 5 dicembre 1875.

6558 Avv. Luigi Segala.

ATTO DI CITAZIONE.

A richiesta dei signori Ingenito Raffaele e Limoncelli dottor Giovanni, rappresentati dal procuratore dottor Giuseppe Borghi,

A mezzo di me infrascritto usciere addetto alla Regia Corte d'appello di Roma, sono stati citati li marchesi Lancellotti Luisa e De Rako Vito coniugi e Cauli baron Luigi Giuseppe padre ed amministratore dei propri figli Alfredo e Teresa, di domicilio ignoto, a senso dell'articolo 141 Codice procedura civile,

A comparire innanzi la Regia Corte d'appello di Roma nell'udienza del giorno quattro febbraio corrente anno 1876, per ivi in riassunzione di giudizio sentir far pieno diritto all'appello interposto dagli istanti, e rivocarsi la sentenza pronunciata dalla 5ª sezione del tribunale civile di Roma li 8 marzo 1875, pubblicata li 18 detto e registrata al vol. 36, n° 3682, come meglio agli atti notificati alle parti cointeressate.

Roma, otto gennaio 1876.

150 L'usciere: Filippo Gasparri.

CITTÀ DI TARANTO — Amministrazione Municipale

Avviso d'Asta

per unico incanto e definitivo deliberamento per lo appalto del dazio di consumo governativo e comunale sui vini, mosti ed olii vegetali pel quinquennio 1876-80.

Si previene il pubblico che gl'incanti per l'appalto sopra indicato, i quali con avviso datato 15 dicembre 1875 furono stabiliti pel giorno 21 di detto mese, non avuti più luogo per determinazione del Consiglio comunale, in seguito al deliberato del medesimo Consesso preso nella tornata del dì 7 corrente, si terranno il mattino del 15 andante alle ore 11 antimeridiane, con la continuazione, in questo palazzo di città, innanzi al sindaco od a chi per esso, con dichiarazione che la gara sarà aperta sulla somma di lire 72,765.

Taranto, 9 gennaio 1876.

163 *Il Segretario capo*: P. GRIMALDI.

L'UNIONE

COMPAGNIA ITALIANA D'ASSICURAZIONI GENERALI

Non avendo oggi avuto luogo l'Assemblea generale per mancanza di numero legale, si prevengono i signori azionisti che, a tenore dell'avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del 7 dicembre 1875 n. 285, l'Assemblea è intimata in seconda convocazione pel dì 16 corrente, tenuto fermo l'ordine del giorno già pubblicato.

Firenze, 9 gennaio 1876.

Per deliberazione del Consiglio d'Amministrazione

156 IL REGGENTE LA DIREZIONE GENERALE.

COMUNE DI MONTEMAGNO

Si notifica al pubblico che alle ore dieci del mattino del 31 gennaio corrente seguirà in questa casa comunale l'incanto per la vendita d'un corpo di casa posto in questo abitato, contrada Centro, numero di mappa 917 D, di pertinenza di questo comune.

L'appalto verrà aperto sulla somma di lire quattromila, e verrà deliberato a favore dell'ultimo e migliore offerente all'estinzione della candela vergine.

154 *L'Assessore anziano*: GATTI.

(2ª *pubblicazione*).

SOCIETA' ANONIMA

PER LA VENDITA DI BENI DEL REGNO D'ITALIA

Avviso.

Si fa noto al pubblico che oggi ebbe luogo, colle formalità prescritte dal regolamento approvato con R. decreto 29 marzo 1865, n. 2246, l'annuale estrazione della serie delle Obbligazioni di questa Società a rimborsarsi a cominciare dal 1° aprile p. v., e che questa undecima serie estratta porta la lettera *I*.

Roma, 8 gennaio 1876.

128 LA DIREZIONE.

DICHIARAZIONE

Settimio Cecchetti nativo di Jesi, domiciliato a Roma, in via Cimarra, numero 54, ha emesso in atti di Filiberto Pomponi notaio pubblico, residente in Roma con studio in piazza Tor Sanguigna, n. 10, la dichiarazione che Luigi Cardinaletti di Jesi, di condizione garzone carrettiere presso il capo mastro muratore, morto in casa di esso Cecchetti il 17 dicembre 1875, nel corso della di lui malattia consegnò a Tecla D'Orazi il libretto della Cassa di risparmio di Roma, intestato ad esso Cardinaletti col num. 4683 (Serie 9ª), creato nel giugno 1872 per garantire il Cecchetti del di lui credito di lire 150, nonchè di quello della D'Orazi consorte di detto Cecchetti per biancheria ed accomodature, e delle spese tutte della malattia, con l'ingiunzione che qualora avesse cessato di vivere, al quale per un di lui ricordo donò fin d'allora, la mantella e l'orologio, di ritirare esso Cecchetti dalla Cassa di risparmio il denaro per rimborsarsi di tutto il suo avere per i diversi titoli, e di consegnare il di più ai suoi fratelli, e di far conoscere ai medesimi ove teneva i diversi suoi oggetti, ed un di lui credito, e come meglio alla suddetta dichiarazione del giorno 8 corrente gennaio esistente negli atti del notaro Pomponi.

Tommasi Ricci proc. di commissione.

152

Citazione per pubblici proclami.

Con atto del 30 dicembre 1875 per l'usciere Imbimbo la Casa Santa degli Incurabili ha nuovamente citato per proclami pubblici i signori Chiesa della SS. Annunziata di Salerno - Confraternita di S. Antonio dei Nobili di Salerno - Conservatorio del Refugio in Cava dei Tirreni - Confraternità del SS. Rosario di Cava dei Tirreni - Oratorio di S. Giuseppe in Salerno - Confraternita del SS. Salvatore di Salerno - Conservatorio della SS. Trinità di Vico Equense - Oratorio di S. Stefano di Salerno - Reverendissimo Capitolo della cattedrale di Salerno - Reverendi D. Vincenzo Amendola e D. Gennaro Florido - Parrocchia di S. Maria della Lava in Salerno - Parrocchia di S. Trofimena in Salerno - Parrocchia di S. Maria dei Barbuti in Salerno - Parrocchia di S. Andrea di Lavina in Salerno - Parrocchia di San Giovanni Battista in Cannabariis di Salerno - Parrocchia di S. Croce di Pastena in Salerno - Parrocchia di S. Giovanni Battista di Pezzano in San Cipriano Picentino - Parrocchia di San Nicola di Coverchia in Pellezzano - Parrocchia di S. Giovanni Battista in Vietri sul Mare - Reverendo canonico Leonardo d'Alessio - Samuele - Saverio - Errico - Matteo e Salvatore Attanazio Avenia - Coniugi Maria Rotondo ed Achille Monica - Canonico Mariano Bottiglieri - Francesco Antonio Jovine - Francesco ed Angela Maria Capograssi - Giovanni Gambardella - Giovanni, Francesca e Filomena Picilli - Raffaele, Bartolomeo e Nicola Galdieri - Marchese Paolo del Giudice - Giovanna e Luisa Gagliani - Luigi Lauro Grotte - Panfilio, Erasto e Lofronia Pappalardo - Luigi de Marinis - Principe di Ardore Giuseppe Maria Milano - Marchese Vitale e figli Francesco, Gaetano e Maria Teresa - Barone Francesco Taluri e cavaliere Vincenzo Pasca - Duca di Nevano Francesco Capece-Lasco - Marianna Sersale - Duca di Castellaneta Francesco de Masi - Principe di Castagneto - Pasquale, Giovanni ed Emanuele Lionetti, e coniugi Teresa Lionetti e Celestino de Mattia - Maria Filomarino - Carlo Maresca - Reverendo D. Francesco Villani - Pasquale de Feo - Rosa Mauro - Carlo Rossi Pastore - Principe di Sant'Antimo Vincenzo Ruffo - Antonio Ruggiero - Giuseppe Centola - Matteo Sala - Matteo Solimene - Giulia de Vero d'Aragona - Coniugi Emilia Zingarelli e Giuseppe de Sio - Coniugi Biagio Prota ed Anna Maria Torre - Maria Amalia de Vicariis - Francesco de Vicariis - Coniugi Emilia di Lauro e Michele Cafiero - Alfonso e Luigi de Angelis - e Donato De Majo, tutti domiciliati in Napoli e Salerno, a comparire innanzi la prima sezione del tribunale civile di Napoli nell'ultima udienza di gennaio 1876 per sentir dare i seguenti provvedimenti:

1° Ordinarsi che l'Intendenza di Finanza, quale rappresentante la già Tesoreria generale, tramuti in titolo al latore, ovvero trasferisca in testa alla istante il certificato sul Tesoro di annue lire trecentoquarantuna e centesimi quarantanove, segnato col numero 6121, ed intestato al ceto dei creditori istrumentari dell'Università di Salerno. E che la partita medesima sia venduta per mezzo di un agente di cambio per pagarsene il ricavato agli aventi dritto, in seguito alla ripartizione di cui appresso sarà fatta parola.

2° Condannarsi la medesima Intendenza di finanza nella qualità suddetta a pagare alla istante per ripartirsi fra gli aventi dritto tutte le annualità di rendita decorse e decorrende sul ripetuto certificato da quella del 1848, sino alla consegna del certificato tramutato, nonchè gli interessi legali su di esse dal giorno 10 maggio 1875, sino allo effettivo pagamento.

3° Ordinarsi che il prefetto, qual presidente della Deputazione provinciale di Salerno, faccia vendere, per mezzo di un agente di cambio, il titolo al latore di annue lire 100 di rendita sul Debito Pubblico italiano 5 per cento e ne versi l'ammontare alla istante unitamente a tutti i semestri di rendita finora percipiti, ed a quelli che percepirà fino al giorno della vendita, per potersi la somma complessiva ripartire fra tutti gli aventi diritto.

4° Ordinarsi che per tutte le somme da ricavarsi per effetto dei provvedimenti chiesti coi capi precedenti, si proceda a regolare ripartizione innanzi un giudice a delegarsi, ovvero innanzi al pretore, rinviandosi a quella sede l'esame delle rispettive qualità e dell'ammontare spettante fra tutti gli interessati, prelevate le spese del giudizio.

5° Mettersi le spese del giudizio, compresa la ricompensa all'avvocato, a carico della massa, ovvero a peso dei soccumbenti in caso di contraddizione.

6° E munirsi la sentenza della clausola di provvisionale esecuzione.

Non comparendo la causa sarà trattata in contumacia.

La istante darà comunicazione del titolo a norma di legge.

Per la istante continuerà a procedere il procuratore Giuseppe Ferrante, domiciliato coll'avvocato Vincenzo di Domenico vico S. Spirito di Palazzo n. 37.

Salvo ogni dritto, ragione ed azione.

151 Giuseppe Ferrante proc.

REGIA PREFETTURA DI CALTANISSETTA

Esecuzione d'ufficio della legge 30 agosto 1868, n. 4613

AVVISO D'ASTA per lo appalto dei lavori di costruzione della strada comunale obbligatoria da Milocca al comune Campofranco.

Alle ore 12 merid. del giorno 20 del mese di gennaio 1876 in questo palazzo di prefettura, alla presenza del signor prefetto della provincia, o di chi lo rappresenta, e coll'intervento dell'ingegnere capo del Genio civile di questa provincia, si procederà all'appalto dei lavori di costruzione della strada comunale obbligatoria sovraindicata, della lunghezza di metri 8191 59, giusta il progetto approvato con decreto prefettizio 18 novembre 1875.

Si invita perciò chiunque aspiri al detto appalto di presentarsi nel luogo, giorno ed ora avanti indicati per fare le offerte vocali di ribasso sulla base non minore del mezzo per cento.

L'asta sarà tenuta col metodo della candela vergine e sotto l'osservanza delle norme prescritte dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852.

Sarà base dell'asta la somma di L. 88,924 62 che è l'importo dei lavori secondo la perizia allegata al progetto, escluse le indennità per occupazione di suolo.

Per essere ammessi all'asta dovranno i concorrenti presentare un certificato d'idoneità di data non anteriore di sei mesi rilasciato da un ingegnere reggente gli uffici tecnici dello Stato o della provincia in attività di servizio, o da un sindaco di un comune del Regno, nel quale sia fatto cenno delle principali opere da essi concorrenti eseguite od all'eseguimento delle quali abbiano preso parte.

Ciascuno degli attendenti deve eseguire presso questo ufficio di prefettura il deposito di L. 7000 in valuta legale da servire come cauzione provvisoria a guarentigia dell'asta.

Tali somme saranno restituite a chi non riuscirà aggiudicatario.

Chi rimarrà aggiudicatario delle dette opere dovrà immediatamente versare nel predetto ufficio la somma di L. 1800 in valuta legale per anticipo delle spese presunte dal contratto.

Il deliberamento sarà in favore dell'ultimo e migliore offerente, salvo le offerte in diminuzione del ventesimo che potranno essere presentate entro il termine di giorni 15, il quale andrà a scadere col mezzogiorno.

L'aggiudicatario dovrà all'atto della stipulazione del contratto di appalto prestare una cauzione definitiva di L. 12,000 in numerario da depositarsi nella Cassa dei depositi e prestiti od in certificati di rendita del Debito Pubblico del Regno d'Italia valutati a corso di Borsa sul listino del giorno in cui verrà stipulato il contratto.

Si accetterà anche una valida ipoteca sui fondi di valore doppio della detta cauzione.

La stipulazione del contratto dovrà essere effettuata entro dieci giorni dalla data del definitivo deliberamento.

Non stipulando il contratto nel termine prestabilito, l'Amministrazione sarà in facoltà di procedere ad un nuovo incanto a spese dell'aggiudicatario inadempiente, il quale perderà inoltre la somma depositata per garanzia dell'asta.

I lavori relativi dovranno essere cominciati non sì tosto avrà avuto luogo la consegna dei medesimi a termine dell'art. 338 della legge sui Lavori Pubblici 20 marzo 1865, allegato F, e dovranno essere compiutamente ultimati nel termine di tre anni a decorrere dalla data del verbale di consegna.

L'aggiudicatario dovrà inoltre sottoporsi all'adempimento di tutti gli altri patti, obblighi e condizioni meglio espressati nel capitolato di onere.

L'aggiudicatario dovrà eleggere il suo domicilio legale e condurre personalmente i lavori, o farsi rappresentare legittimamente da persona idonea, alla quale si possono impartire gli ordini occorrenti.

Tutte le spese relative all'asta, alla stipulazione del contratto, quelle di bollo, registro e tutte le altre inerenti al detto contratto sono a carico dell'aggiudicatario.

Gli atti tutti relativi all'appalto in parola si trovano depositati in quest'ufficio di prefettura ed ostensibili a chiunque voglia prenderne visione.

Caltanissetta, 6 gennaio 1876.

106 IL PREFETTO.

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA
PER LA REGÌA COINTERESSATA DEI TABACCHI

(2a *pubblicazione*)

Il Consiglio d'Amministrazione di questa Società avendo deliberato di chiedere il versamento dei primi due decimi sopra il capitale di cinque milioni di lire, destinato per la gestione del monopolio dei tabacchi nell'Isola di Sicilia, si prevengono i signori sottoscrittori delle carature per la suddetta gestione siciliana che questi due versamenti dovranno essere eseguiti per un decimo dello importo delle carature il giorno 31 del mese corrente, e per il secondo decimo il giorno 29 del successivo febbraio.

I detti due versamenti dovranno per le sovra indicate epoche essere fatti o direttamente presso le Casse di questa Amministrazione centrale in Roma (via dei Due Macelli, n. 79), o mediante la spedizione all'ufficio centrale stesso in piego raccomandato di vaglia del Tesoro, che dietro autorizzazione del Regio Ministero delle Finanze saranno loro rilasciati dalle Regie Tesorerie delle provincie siciliane contro il versamento del relativo ammontare.

Si rammenta ad ogni buon fine che il ritardo dei versamenti, oltre i termini come sopra indicati, porta all'applicazione di quanto è disposto dall'articolo secondo della obbligazione sottoscritta dai signori caratisti.

Roma, 11 gennaio 1876. 39

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DELL'UMBRIA

Appalto dei lavori per la costruzione del tratto della strada Valnerina, dai portoni di Castel S. Felice al paese di Scheggino, lungo metri 5075 25, e portante la spesa di lire 110,820 63.

AVVISO D'ASTA

per il giorno 22 gennaio 1876, alle ore 11 antimeridiane.

Avendo la Deputazione provinciale approvato il progetto, redatto dall'ingegnere del 2° riparto dell'Ufficio tecnico, per la costruzione del tratto della strada Valnerina, dai portoni di Castel San Felice al paese di Scheggino, lungo metri 5075 25, e portante la spesa di lire 110,820 63, e volendosi ora provvedere all'appalto dei relativi lavori, si rende pubblicamente noto a tutti coloro che volessero attendervi:

1° Che alle ore 11 antimeridiane del sopraddetto giorno 22 gennaio 1876, e alla presenza del deputato provinciale delegato agli incanti, si procederà, nell'ufficio della Deputazione provinciale, semprechè siano state presentate almeno due offerte, al primo esperimento di asta, col metodo dei partiti segreti, sopra l'importo dei lavori in lire 110,820 63, a norma degli articoli 86 e seguenti del regolamento approvato con Regio decreto del 4 settembre 1870, numero 5852.

2° Che le schede di offerta, scritte in carta da bollo da lira una, debitamente suggellate e sottoscritte dagli offerenti e dai respettivi fideiussori, dovranno consegnarsi, prima dell'ora sopraddetta, nell'ufficio di segreteria della Deputazione stessa, o, durante il tempo indicato dall'art. 86 del regolamento sopracitato, al deputato che presiede all'incanto, e dovranno contenere in tutte lettere la indicazione chiara e precisa del ribasso che s'intenderà offrire sul prezzo di appalto.

3° Che a ciascuna scheda dovrà unirsi, a garanzia dell'offerta, un certificato di deposito di lire 3000 per sopperire alle spese tutte inerenti agli atti di appalto, comprese quelle di bollo, registrazione e copia del progetto, come pure un certificato di deposito di lire 11,082 per il decimo dell'importare dei lavori, in danaro, in cartelle del Debito Pubblico italiano al valore di Borsa, od in obbligazione di persona riconosciuta responsabile; depositi che saranno tenuti fermi solo per quello cui rimarrà aggiudicato l'appalto.

4° Che ogni concorrente dovrà comprovare la sua idoneità mediante un certificato rilasciato o vidimato da un ingegnere dell'ufficio tecnico di questa provincia, di data non maggiore di sei mesi.

5° Che le schede le quali non fossero corredate dei predetti documenti o non fossero presentate entro il termine come sopra fissato, non saranno prese in considerazione.

6° Che i lavori di cui si tratta dovranno essere compiuti entro il termine non maggiore di 30 mesi dall'epoca della consegna.

7° Che nel giorno 7 febbraio 1876, alle ore 12 meridiane precise, scadrà il periodo di tempo (fatali) entro il quale potrà migliorarsi il prezzo di aggiudicazione con una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo stesso.

8° Che infine il piano dei lavori, come i capitolati generale e speciale di oneri, trovansi depositati in Perugia nella segreteria della Deputazione provinciale, e in Spoleto presso l'ingegnere del 2° riparto dell'ufficio tecnico della provincia, ove se ne potrà prendere conoscenza in tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle 4 pomeridiane, ed in quelli festivi dalle ore 10 antimeridiane alle 2 pomeridiane.

Perugia, 3 gennaio 1876.

D'ordine della Deputazione Provinciale
Il Segretario Capo: A. RAMBALDI.

112

(2a *pubblicazione*)

SOCIETÀ DELLE STRADE FERRATE
DEL SUD DELL'AUSTRIA E DELL'ALTA ITALIA

Si avvisano i signori portatori di Obbligazioni delle serie H ed I di cui l'ultimo tagliando è scaduto col 1° gennaio corrente, che, a cominciare dal giorno 10 di questo stesso mese, le Casse, le Stazioni e le Agenzie qui appiedi indicate riceveranno in deposito, rilasciandone una ricevuta interinale, le dette Obbligazioni che devono essere cambiate con altre identiche (stesse serie e numeri), ma munite degli stacchi scadenti dal 1° luglio 1876 al 1° gennaio 1891.

Le ricevute anzidette dovranno essere restituite all'atto della consegna dei nuovi titoli che avrà luogo nel più breve termine possibile:

Milano (Cassa della Società palazzo già Litta, Corso Magenta, n. 24).
Roma (Banca Good, Padoa e C.ia, via in Aquiro, n. 109).
Torino (Banca di Torino, via Santa Teresa, n. 2).

E le stazioni di Alessandria, Acqui, Arona, Asti, Bergamo, Biella, Bologna, Brescia (Agenzia di città), Carrara, Casale, Chiavari, Chivasso, Codogno, Cremona, Cuneo, Ferrara, Firenze (Agenzia di città), Genova P. P. ed Agenzia di città, Ivrea, Lodi, Lucca, Mantova, Modena, Novara, Novi, Padova, Parma, Pavia, Pescia, Piacenza, Pinerolo, Pisa Centrale, Pistoia, Prato, Reggio, Rovigo, Savona, Savigliano, Spezia, Tortona, Treviso, Udine, Valenza, Venezia ed Agenzia di città, Verona P. V., Viareggio, Vicenza, Voghera, Voltri e Vercelli.

Milano, gennaio 1876.

135 LA DIREZIONE GENERALE.

SOCIETÀ ITALIANA PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

50ª SETTIMANA — Dal 10 al 16 dicembre 1875. 6974

PROSPETTO DEI PRODOTTI col parallelo dell'anno precedente

RETE ADRIATICA E TIRRENA.

ANNI	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	Totale	Media dei chilometri esercitati	Prodotto per chilometro
	Prodotti della Settimana.							
1874	175,554 80	7,093 87	53,438 17	148,533 27	2,210 05	386,829 66	1,386 00	279 10
1875	160,425 03	5,222 03	45,362 71	92,430 57	1,953 95	305,394 29	1,446 00	211 20
Differenze 1875	— 15,129 77	— 1,871 34	— 8,075 46	— 56,102 70	— 256 10	— 81,435 37	+ 60 00	— 67 90
	Dal 1° Gennaio.							
1874	10,027,275 53	362,802 01	2,103,169 08	7,820,453 67	109,011 32	20,422,711 61	1,386 00	14,735 00
1875	10,073,272 09	353,492 89	2,168,854 47	7,422,563 53	107,988 51	20,126,171 49	1,428 93	14,084 78
Differenze 1875	+ 45,996 56	— 9,309 12	+ 65,685 39	— 397,890 14	— 1,022 81	— 296,540 12	+ 42 93	— 650 22

RETE CALABRO-SICULA.

ANNI	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	Totale	Media dei chilometri esercitati	Prodotto per chilometro
	Prodotti della Settimana.							
1874	42,531 36	1,081 85	5,956 40	38,752 09	553 47	88,875 17	756 00	117 56
1875	43,094 06	1,527 18	5,987 48	39,535 22	780 87	90,924 81	913 00	99 59
Differenze 1875	+ 562 70	+ 445 33	+ 31 08	+ 783 13	+ 227 40	+ 2,049 64	+ 157 00	— 17 97
	Dal 1° Gennaio.							
1874	2,196,535 84	52,849 63	302,825 82	1,513,081 23	101,454 75	4,166,747 27	682 31	6,106 82
1875	2,665,182 03	60,462 62	358,819 67	1,884,764 49	68,759 16	5,037,987 97	806 83	6,244 18
Differenze 1875	+ 468,646 19	+ 7,612 99	+ 55,993 85	+ 371,683 26	— 32,695 59	+ 871,240 70	+ 124 52	+ 137 36

DECRETO.

(1ª *pubblicazione*)

Il R. tribunale civile e correzionale di Varese,

Udita la relazione in camera di consiglio, composta dai signori Rosnati cav. nob. Carlo presidente, avv. Alessandro Viganò e Lampugnani nob. Giuseppe Princivalle, giudici;

Visto l'attestato di morte di Compà Gio. fu Domenico 21 luglio 1869;

Visto l'attestato di notorietà 26 settembre 1875 della pretura di Maccagno, da cui rilevasi, essere il Gio. Compà decesso senza discendenti ed avere con testamento 21 luglio 1869 legato lire 1000 a Francesca Finati, che in difetto di disposizione sul restante suo avere, i successibili *ex lege* sono la di lui madre Elisabetta Mondini fu Giuseppe, e le di lui sorelle Maria Giuseppina maritata con Giacomo Galantina e Rosa maritata con Angelo Marchelli, non essendovi altro parente più prossimo; che nella sostanza come sopra abbandonata trovasi la cartella n. 39091, datata da Milano l'11 maggio 1865, della rendita di lire 305, intestata a favore di Compà Giovanni, la quale pertanto spetta ai successibili *ex lege* sopraindicati che si trovano già al possesso di tutta la sostanza del Giovanni Compà;

Visti gli articoli 78, 79 e seguenti del regolamento 8 ottobre 1870, n. 5942, per l'amministrazione del Debito Pubblico, e l'art. 2 della correlativa legge 11 agosto 1870 allegato *D*;

Viste le conclusioni del Pubblico Ministero,

Autorizza la stessa Direzione del Debito Pubblico del Regno, sopra istanza di Elisabetta Mondini fu Giuseppe, dimorante a Tronzano, Lago Maggiore, di Maria Giuseppina Compà fu Domenico, maritata con Giacomo Galantina, domiciliati a Creva, frazione di Luvino, e di Rosa Compà, maritata con Angelo Marchelli, residenti a Torino, tutti rappresentati dall'avv. Enrico Boscetti di Luvino, come da mandato per brevetto 19 novembre 1875 del notaio Ghiglia cav. Giuseppe di Torino e 24 novembre 1875 del notaio Gio. Ferini di Luvino, ad operare il tramutamento, nelle proporzioni di un terzo per ciascuno interessato, della rendita di lire 305, iscritta a favore di Gio. Compà del fu Domenico di Tronzano, ora defunto, portata dalla cartella 11 maggio 1875, n. 39091, in modo che la istante Elisabetta Mondini venga iscritta per la rendita di lire 101 66, la Maria Giuseppina Compà per altre lire 101 66, e la Rosa Compà per le rimanenti lire 101 66.

Varese, 16 dicembre 1875.

Il cav. presidente Rosnati.

142 MARELLI vicecanc.

R. TRIBUNALE CIVILE DI ROMA.

Illustrissimo sig. Presidente,

Riccardo Martini rappresentato dal sottoscritto procuratore, volendo promovere la vendita degli infradicendi stabili analogamente al precetto per esecuzione immobiliare notificato ai debitori il 14 gennaio 1875, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Roma li 29 detto mese ed anno al vol. 848, art. 21, fa istanza, giusta gli art. 663 e 664 del Codice di procedura civile, per la nomina di un perito che proceda alla stima degli stabili medesimi.

Beni da periziarsi e vendersi:

1° Uno stabile denominato Palazzo Marconi, posto in Frascati sulla piazza di detto luogo accanto al cancello della Villa Belvedere, fuori di porta S. Pietro, nn. civici 83, 84, 85 e di catasto nn. 919, 920, 922 a 925, confinante Aldobrandini, giardino già Campana oggi Lancellotti ed altro casamento Campana;

2° Altro stabile, detto Casamento Campana, posto in Frascati, fuori di porta S. Pietro, che fa fronte sulla piazza del detto luogo, ai numeri civici 81 e 82, ed ai numeri censuari 918[1], 918[2], 919[1], 919[2], compresi gli oggetti d'arte ivi esistenti, confinante Palazzo Marconi, vicolo della Cordonata e Giardino Campana, salvi, ecc.

153 G. AVV. SABAGONI proc.

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI PESARO E URBINO

Alle ore 12 meridiane del 25 corrente, innanzi al signor prefetto presidente della Deputazione provinciale, si procederà all'incanto per schede segrete dell'appalto per un quinquennio dal 1° aprile prossimo della fornitura per la manutenzione della strada provinciale lungo il littorale adriatico.

L'asta si apre sulla somma di lire 47,355 05, a quanto ascende il calcolato totale importo degli approvigionamenti per il quinquennio. — Il capitolato speciale d'appalto è ostensibile a chiunque in questa segreteria. — Gli aspiranti devono depositare contestualmente alla presentazione della scheda la somma di L. 2300 in cauzione provvisoria dell'asta e per le spese di cui in appresso, e produrre inoltre un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'Autorità del luogo di loro domicilio, e l'attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, avente una data non anteriore di sei mesi, col quale si assicuri concorrere in essi i requisiti voluti dal carattere speciale dell'impresa. — Il termine per la vigesima, stabilito in giorni quindici, scade col giorno 9 prossimo febbraio, a mezzodì preciso. — La stipulazione del contratto avrà luogo entro 15 giorni da quello dell'aggiudicazione, e la cauzione definitiva in garanzia del contratto stesso, determinata in ragione di due quinti dell'ammontare del canone annuo di appalto depurato dal ribasso d'asta, sarà prestata in moneta legale od in rendita del Debito Pubblico al valore di Borsa. — Le spese d'incanto, di delibera, rogito, ecc., sono a tutto carico dell'aggiudicatario.

Pesaro, 10 gennaio 1876.

145 *Il Segretario Capo*: G. SPADINI.

NOTA.

(3ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile di Cuneo con decreto sei dicembre 1875 ha dichiarato che gli interessi decorsi sul certificato del Debito Pubblico del Regno d'Italia, consolidato 5 per 0[0, datato da Firenze il 28 settembre 1871, della rendita di lire seicento, num. 39644, intestato a Bava Giovanni fu Francesco, domiciliato in Fossano, e vincolato di usufrutto vitalizio a favore del canonico don Felice Bava, decorsi dal 1° gennaio 1875 al 17 marzo successivo, epoca della morte del predetto canonico don Felice Bava, spettano al cav. Giovanni Bava, suo erede universale, che ha eletto domicilio in Cuneo nella persona e studio del causidico Francesco Toesca.

Fossano, 14 dicembre 1875.

6732 BONIFACIO ZABALDANO notaio.

CAMERANO NATALE, gerente.

ROMA Tip. EREDI BOTTA.